

[Texte]

Mr. Bélair: How about education of the public?

Mr. Carrow: In what respect? A federal role?

Mr. Bélair: Yes. Clearly, to this point the provinces took care of our forests, and it is obvious also that in the years to come Forestry Canada will play a much larger role.

An hon. member: We hope.

Mr. Carrow: Let me preface it by saying I have to watch my wording very carefully here.

Mr. Bélair: No, no. You do not have anything to lose.

Mr. Carrow: Let me preface it by saying at the summary session at the end of the National Forest Congress in 1986, which was held here, all the ministers across Canada sat at the table, and I recall very clearly what they said. They said there was no way they could go back into Cabinet and argue persuasively for more money for forest management until the public understood the problems of the forest. As a result, a major initiative was taken to educate and inform the public. I am afraid that from my perspective this was a dismal failure.

• 1700

Having said that, I would not like to point the finger at anyone or any one agency. All I am saying is that the mission of public education is a very complex, sophisticated art. I have yet to find anyone who pretends to have the solution. It is a very challenging undertaking.

Mr. Bélair: The point I wanted to make was that people might listen much more to you than they would to us. That is the point I wanted to make. I wanted to hear it from you.

Mr. Kristiansen: You mentioned a model management regime and suggested that we ought to be placing some priority on the management of federal forest lands. You said that there were one or two regimes worthy of emulation. You might not want to name a jurisdiction, but can you give some specific management modes that might be appropriate to federal forest land management?

Mr. Carrow: It is very important to demonstrate to the public what constitutes good timber management. It is important for the public to understand that there is a legitimate activity out there called management of the forest for timber production. I am afraid in our sector, overwhelmed as we are with criticism, we have tended to move away from that. But after all, it represented the economic underpinnings of the development of a lot of this country, and I do not see why we should not try to convey to the public what constitutes good timber management.

[Traduction]

M. Bélair: Et qu'envisagez-vous en matière de sensibilisation publique?

M. Carrow: Voulez-vous parler du rôle du gouvernement fédéral?

M. Bélair: En effet. Il est évident que jusqu'à maintenant ce sont les provinces qui ont assuré la gestion de nos ressources forestières et il est tout aussi évident que, dans les années futures, Forêts Canada aura un rôle beaucoup plus considérable à jouer.

Une voix: Nous le souhaitons.

M. Carrow: Je répondrai à cette question en mesurant bien mes mots.

M. Bélair: N'hésitez pas. Vous n'avez rien à perdre.

M. Carrow: Je dirai tout d'abord que je me souviens très bien de ce qu'ont dit tous les ministres des forêts du Canada lors de la séance de clôture du Congrès national sur les forêts, tenu ici en 1986. Ces derniers ont déclaré ne pas être en mesure de convaincre le Cabinet de consacrer plus d'argent à la gestion forestière tant que le public ne comprendrait pas mieux les problèmes du secteur forestier. On a donc entrepris un effort important de vulgarisation et de sensibilisation du public. Je dois malheureusement dire que de mon point de vue, l'initiative s'est soldée par un échec lamentable.

Cela dit, je ne voudrais pas jeter la pierre à une personne ou à une agence en particulier. Je dis tout simplement que l'information du public est une tâche complexe et très exigeante. Je n'ai encore rencontré personne qui prétende avoir la solution. Il y a là tout un défi à relever.

M. Bélair: Je tentais de faire valoir que les gens vous écouterait peut-être beaucoup plus qu'ils ne nous écoutent. Il était important que ce soit vous qui en parliez.

M. Kristiansen: Vous avez parlé d'un régime de gestion modèle et vous avez laissé entendre que nous devrions accorder une certaine priorité à la gestion des terres forestières fédérales. Un ou deux régimes méritent qu'on s'en inspire, avez-vous déclaré. Sans vouloir nécessairement préciser et de quelle compétence il s'agit, pouvez-vous nous citer certains exemples de bonne gestion qui pourraient s'appliquer aux terres forestières fédérales?

M. Carrow: Il importe grandement de montrer au public ce qui constitue une bonne gestion des forêts. Le public doit comprendre que la gestion forestière à des fins d'abattage est valable. Sensibles comme nous sommes à la critique, nous avons eu tendance à éviter d'en parler. Cependant, après tout, l'activité dont il est question est celle qui a assuré le développement économique d'une bonne partie de notre pays, et je ne vois pas du tout pourquoi le public ne devrait pas savoir en quoi consiste une bonne gestion forestière.